

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 95 — 449

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté poursuit deux objectifs.

D'une part, il vise à revoir dans un sens plus restrictif les dispositions qui permettent aux stagiaires de suspendre ou de retarder l'exécution de leur période de formation. En effet, dès lors que les recrutements sont opérés sur base d'une programmation sérieuse, il est difficilement concevable que les pouvoirs publics ne puissent disposer à temps ou soient inconsidérément privés des forces de travail qui leur sont nécessaires.

Or, tels qu'ils sont rédigés, les textes laissent aux stagiaires une grande latitude en ce qui concerne l'interruption de leur stage et, surtout, ne règlent pas directement leur sort en cas d'interruption prolongée. C'est pourquoi le projet en cause prévoit qu'une absence prolongée entraîne la suspension du stage.

Par ailleurs, le projet fixe le délai dans lequel les lauréats doivent nécessairement commencer leur stage lorsqu'ils ont été mis, par le secrétaire permanent au recrutement, à la disposition du ministre qui détient à leur égard le pouvoir de nomination, en prévoyant cependant des exceptions au profit de ceux qui accomplissent leur service militaire ou un service civil, et de ceux qui sont tenus d'observer un délai de préavis en application de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

D'autre part, il vise à améliorer les règles actuellement en vigueur en matière de formation.

Comme il a été constaté que les textes relatifs à la formation, qui constituent la partie IVbis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, présentaient certaines difficultés d'interprétation et d'application et compte tenu de l'importance que l'on entend donner à la formation des agents, tant la formation continue des agents en cours de carrière que celle des stagiaires qui entrent à l'administration, il a paru préférable de revoir la réglementation y relative dans son ensemble.

Il convient, en outre, de mieux intégrer le système de formation dans les structures départementales existantes. C'est pourquoi le présent projet d'arrêté royal distingue les départements qui n'ont pas de service de formation de ceux qui ont organisé pareil service.

Commentaire des articles

Article 1er

Cet article règle le sort des stagiaires dans l'hypothèse d'une interruption prolongée de leur stage.

Il convient, en effet, d'éviter qu'en raison d'absences fréquentes, le stagiaire puisse arriver au terme normal de sa période de formation sans avoir participé ou en n'ayant participé que de manière occasionnelle aux activités de formation organisées pour lui.

Au paragraphe 1er sont énumérées les périodes qui entrent en ligne de compte pour calculer la durée du stage. D'une manière générale, il s'agit, d'une part, des périodes durant lesquelles le stagiaire est en activité de service, d'autre part, de certains congés assimilés à une période d'activité de service tels qu'ils sont limitativement énumérés à l'alinéa 3.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT

N. 85 — 449

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid.

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen streeft twee oogmerken na.

Eensdeels beoogt het de bepalingen die de stagiairs de mogelijkheid bieden de uitvoering van hun vormingsperiode te schorsen of te vertragen in een meer beperkende zin te herzien. Daar de wervingen thans gebeuren op grond van een ernstige programmatie, is het immers moeilijk denkbaar dat de overheidsdiensten niet op tijd zouden kunnen beschikken over of op ondoordachte wijze verstoken zouden blijven van de arbeidskrachten die zij nodig hebben.

De teksten, zoals ze nu zijn opgesteld, verlenen aan de stagiairs een grote vrijheid wat de onderbreking van hun stage betreft en vooral regelen zij niet rechtstreeks hun toestand in geval van verlengde onderbreking. Daarom bepaalt dit ontwerp dat een langere afwezigheid de schorsing van de stage tot gevolg heeft.

Verder stelt het ontwerp de termijn vast waarbinnen de geslaagden hun stage noodzakelijkerwijze moeten aanvatten wanneer zij door de vaste wervingssecretaris ter beschikking werden gesteld van de minister die te hunnen opzichte over de benoemingsmacht beschikt, waarbij er evenwel uitzonderingen worden voorzien voor hen die hun dienstplicht of een burgerlijke dienst volbrengen en voor hen die een opzeggingstermijn moeten in acht nemen bij toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Voor het overige wil het de regels verbeteren die thans inzake vorming van kracht zijn.

Daar werd vastgesteld dat de teksten betreffende de vorming, die deel IVbis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel uitmaken, sommige moeilijkheden inzake interpretatie en toepassing veroorzaakten en rekening houdend met het belang dat men aan de vorming van de ambtenaren wil verlenen, zowel wat de permanente vorming van de ambtenaren tijdens hun loopbaan als wat die van de stagiairs die tot de administratie toetreden betreft, leek het wenselijk de desbetreffende reglementering in haar geheel te herzien.

Het past bovendien het vormingssysteem beter te integreren in de bestaande departementsstructuren. Dat is de reden waarom dit ontwerp van koninklijk besluit een onderscheid maakt tussen de departementen die over geen vormingsdienst beschikken en die welke een dergelijke dienst hebben georganiseerd.

Commentaar op de artikelen

Artikel 1

Dit artikel regelt de toestand van de stagiairs in geval van verlengde onderbreking van hun stage.

Het is immers geraden een toestand te vermijden waarin de stagiair, ingevolge veelvuldige afwezigheden, zijn vormingsperiode normaal kan beëindigen zonder — of heel sporadisch — te hebben deelgenomen aan voor hem georganiseerde vormingsactiviteiten.

In paragraaf 1 worden de periodes opgesomd die voor de berekening van de duur van de stage in aanmerking komen. In het algemeen gaat het eensdeels om periodes gedurende welke de stagiair in dienstactiviteit verkeert en andersdeels om sommige verloven die met een periode van dienstactiviteit worden gelijkgesteld zoals zij in het derde lid beperkend opgesomd zijn.

Dans tous les autres cas où le stagiaire est absent, qu'il le soit de manière continue ou de façon intermittente — l'on ne retient évidemment pas ici l'hypothèse d'un stagiaire qui s'absenterait sans motif valable — seuls les quinze premiers jours ouvrables sont comptabilisés pour le calcul de la durée du stage.

Les conséquences d'une nouvelle absence qui se produirait après l'écoulement de ce délai de quinze jours ouvrables dépendent de la nature de celle-ci et sont envisagées au paragraphe 2 :

1° Les journées d'absence sont prises en considération pour le calcul de la durée du stage si elles résultent des cas limitativement énumérés au § 1er, alinéa 3;

2° Dans les autres cas, le stage est suspendu de manière automatique et il est en conséquence prolongé d'une durée équivalente au total cumulé des jours d'absence, en ce non compris les quinze jours ouvrables susmentionnés. Tel est le cas notamment :

— lorsque ces journées d'absence trouvent leur justification dans un texte légal : l'on vise ici la période d'appel ou de rappel du stagiaire sous les armes ou le service accompli en application des articles 17bis ou 18 de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience, le cas où la stagiaire est en congé de maternité ainsi que l'hypothèse d'un stagiaire désigné comme juré à la Cour d'assises;

— lorsque ces absences trouvent leur cause dans la maladie ou l'infirmité du stagiaire;

— lorsque ces absences résultent de l'octroi d'un congé parental ou d'un congé d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse, tels que prévus aux articles 10 et 13bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle;

— lorsque ces absences découlent de congés de promotion sociale accordés en vertu de l'arrêté royal du 21 août 1970 relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat.

Le paragraphe 3 règle la position administrative du stagiaire pendant la suspension du stage : que celle-ci soit, par exemple, la conséquence d'un congé de maternité ou d'un congé de maladie, il convient, pour chaque cas, de rechercher quels sont les textes légaux ou réglementaires applicables en l'espèce au stagiaire.

La disposition qui figure au paragraphe 4 trouve sa *ratio legis* dans le fait qu'il importe d'éviter qu'un stagiaire dont le stage a été suspendu pendant une certaine période soit systématiquement considéré comme ayant suivi toutes les activités de formation organisées pendant cette période. Il va de soi qu'il s'agit en l'occurrence d'une question de fait laissée à l'appréciation du directeur général de la formation ou du directeur de la formation selon qu'il s'agit, soit d'un stagiaire du niveau 1, soit d'un stagiaire du niveau 2, 3 ou 4.

Pour décider si le stagiaire doit ou non compléter sa formation, il faudra tenir compte d'un ensemble de facteurs tels que la durée de la suspension, l'époque de celle-ci (vacances d'été par exemple), l'importance des activités de formation auxquelles le stagiaire concerné n'a pas participé, etc.

Article 2

Cet article procède uniquement à une mise en concordance de textes, compte tenu des modifications apportées par l'article 14 du présent arrêté à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Article 3

Cet article a pour objectif, d'une part, de prendre en considération certaines situations particulières pouvant retarder l'entrée en service des candidats au niveau 1 admis par le secrétaire permanent au recrutement.

Après avoir précisé l'autorité investie du pouvoir de nomination à l'égard des stagiaires du niveau 1, à savoir le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, l'alinéa 1er pose le principe général de l'entrée en service du stagiaire au plus tard le premier jour du troisième mois qui suit celui où le secrétaire permanent au recrutement a mis ce lauréat à la disposition du ministre susmentionné. Il va de soi qu'en conséquence, la nomination doit, elle aussi, intervenir dans ce délai.

L'alinéa 2 établit une première exception à ce principe : il vise le cas du lauréat qui ne peut commencer son stage dans le délai fixé à l'alinéa 1er parce qu'il lui faut observer un délai de préavis avant de pouvoir quitter son employeur. Le texte donne au ministre qui a la fonction publique dans ses attributions la possibilité de nommer ce candidat à une date postérieure à celle de l'expiration du délai sus-

En alle andere gevallen waarbij de stagiair, permanent of bij tussenpozen, afwezig zou zijn — men houdt hier natuurlijk geen rekening met het geval van een stagiair die zonder geldige reden afwezig blijft — worden enkel de eerste vijftien werkdagen in rekening gebracht voor de berekening van de duur van de stage.

De gevolgen van een nieuwe afwezigheid, die zich zou voordoen na het verloop van deze termijn van vijftien werkdagen, hangen af van de aard ervan en zij worden in paragraaf 2 vermeld :

1° De afwezigheidsdagen worden in aanmerking genomen voor de berekening van de duur van de stage indien zij voortvloeien uit de gevallen die beperkend zijn opgesomd in § 1, derde lid;

2° In de andere gevallen wordt de stage automatisch geschorst en zij wordt bijgevolg verlengd met een periode gelijk aan het samen-gevoegd totaal van de dagen afwezigheid, de vijftien hierboven vermelde werkdagen niet inbegrepen. Dit is inzonderheid het geval :

— wanneer deze afwezigheidsdagen door een wettekst worden gerechtvaardigd : men bedoelt hier de periode van oproeping of van wederoproeping van de stagiair onder de wapens of de dienst volbracht bij toepassing van de artikelen 17bis of 18 van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, het geval waarbij de stagiair in zwangerschapsverlof is alsmede de hypothese van een stagiair die als jurylid bij een Assisenhof wordt aangewezen;

— wanneer deze afwezigheden worden veroorzaakt door de ziekte of de gebrekkigheid van de stagiair;

— wanneer deze afwezigheden voortvloeien uit het toekennen van een ouderschapsverlof of van een opvangverlof met het oog op de adoptie of de pleegvoogdij zoals bepaald bij de artikelen 10 en 13bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid;

— wanneer deze afwezigheden het gevolg zijn van verloven van sociale promotie toegekend krachtens het koninklijk besluit van 21 augustus 1970 betreffende de toekenning van verlof en van een vergoeding van sociale promotie aan sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel.

Paragraaf 3 regelt de administratieve toestand van de stagiair tijdens de schorsing van de stage : of het nu, bijvoorbeeld, om een zwangerschapsverlof of om een ziekteverlof gaat, het is zo dat voor elk geval moet worden nagegaan welke de wets- of reglementsteksten zijn die in dat bepaald geval op de stagiair van toepassing zijn.

De *ratio legis* van de bepaling die het onderwerp van paragraaf 4 uitmaakt ligt in het feit dat moet worden vermeden dat een stagiair, wiens stage gedurende een bepaalde periode is onderbroken, systematisch zou worden geacht alle tijdens deze periode georganiseerde vormingsactiviteiten te hebben gevolgd. Het is duidelijk dat er hier sprake is van een feitelijke toestand die aan de beoordeling van de directeur-generaal van de vorming of van de vormingsdirecteur wordt overgelaten, naargelang het gaat om een stagiair van niveau 1 of om een stagiair van niveau 2, 3 of 4.

Om te beslissen of de stagiair zijn vorming moet vervolledigen moet er rekening worden gehouden met een waaier van factoren zoals de duur van de schorsing, het tijdstip ervan (zomervakantie bijvoorbeeld), de belangrijkheid van de vormingsactiviteiten die de betrokken stagiair niet heeft bijgewoond, enz.

Artikel 2

Dit artikel brengt enkel teksten in overeenstemming met elkaar, daarbij rekening houdend met de wijziging door artikel 14 van dit besluit aangebracht in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Artikel 3

Dit artikel heeft vooreerst ten doel rekening te houden met sommige bijzondere toestanden die de indiensttreding van de door de vaste wervingssecretaris toegelaten gegadigden voor niveau 1 kunnen vertragen.

Na de autoriteit te hebben genoemd die bekleed is met de macht om de stagiairs van niveau 1 te benoemen, namelijk de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, legt het eerste lid het algemeen beginsel vast van de indiensttreding van de stagiair uiterlijk op de eerste dag van de derde maand volgend op die waarin de vaste wervingssecretaris deze geslaagde ter beschikking van voormelde minister heeft gesteld. Het spreekt vanzelf dat de benoeming bijgevolg ook binnen deze termijn moet geschieden.

Het tweede lid voert een eerste uitzondering op dit beginsel in : het beoogt het geval van een geslaagde die zijn stage binnen de bij het eerste lid vastgestelde termijn niet kan aanvangen omdat hij een opzeggingsperiode in acht moet nemen alvorens zijn werkgever te kunnen verlaten. De tekst verleent aan de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort de mogelijkheid om deze

visé. Ce candidat sera admis au stage et commencera effectivement celui-ci lorsqu'il aura accompli sa période de préavis et au plus tard le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel ladite période est arrivée à son terme.

L'alinéa 3 envisage une autre hypothèse : le lauréat qui, à la date proposée pour sa nomination en tant que stagiaire, accomplit des prestations militaires ou un service civil pourra et devra être effectivement nommé à cette date mais il ne commencera réellement son stage qu'une fois libéré de ses obligations. Il y a donc, dans ce cas, dissociation entre la date d'admission au stage et la date d'entrée en service.

L'article procède, d'autre part, à une adaptation de texte, nécessitée par la modification apportée par l'article 16 du présent arrêté au régime des prestations réduites pour convenance personnelle.

Article 4

A l'heure actuelle, si l'on applique *stricto sensu* les dispositions en vigueur, le stagiaire qui n'a pas remis son rapport de stage à la fin de son stage ne peut être nommé et devrait donc être licencié. C'est pour éviter cette solution extrême, qui ne tient pas compte des raisons parfois valables qui pourraient justifier le retard dans le dépôt d'un mémoire, que l'article 4 instaure la possibilité de prolonger éventuellement le stage dans pureille hypothèse.

Article 5

Cet article abroge l'article 33, § 4, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, devenu inutile par suite de la modification apportée par l'article 16 du présent arrêté au régime des prestations réduites pour convenance personnelle.

Article 6

Cet article apporte certaines modifications tant dans la composition de la commission interdépartementale des stages que dans la procédure à suivre par ou devant celle-ci.

L'expérience a démontré que la règle du quorum, notamment au point de vue linguistique, pouvait susciter certaines difficultés d'application, voire bloquer le fonctionnement de la commission.

C'est en vue d'obvier à ces inconvénients qu'il est proposé de porter à deux le nombre de secrétaires généraux par rôle linguistique ainsi que, bien évidemment, celui des suppléants.

Il importe également de prévoir le cas où les membres de la commission n'arriveraient pas à se départager. Dans cette hypothèse, la voix du président sera désormais prépondérante.

Enfin, il convenait de permettre au directeur de la formation de participer aux délibérations avec voix consultative : c'est lui qui est chargé de la rédaction des rapports mensuels de stage qui, s'ils sont, dans l'ensemble, défavorables au stagiaire entraînent la saisine, par le directeur général de la formation, de la commission interdépartementale des stages. Il est donc normal que cette dernière entende les motifs d'insatisfaction du directeur de la formation.

Article 7

Cet article a pour effet de rendre applicables, *mutatis mutandis*, aux candidats des niveaux 2, 3 et 4, les principes relatifs à l'entrée en service des lauréats du niveau 1.

Article 8

Cet article procède à une simple adaptation de texte.

Article 9

Cet article a pour objectif d'établir un parallélisme de procédure entre les stagiaires du niveau 1 et ceux des niveaux 2, 3 et 4 quant à la décision de prolongation ou de continuation du stage. C'est désormais à la commission des stages qu'il appartient de se prononcer à cet égard et non plus à l'autorité investie du pouvoir de nomination, de la même manière que pour les stagiaires du niveau 1, semblable décision ressortit à la commission interdépartementale des stages.

Article 10

L'abrogation de l'article 37, § 4, de l'arrêté royal susmentionné trouve son fondement dans les modifications apportées par l'article 16 au régime des prestations réduites pour convenance personnelle.

gegadigde te benoemen op een latere datum dan die waarop voormelde termijn vervalt. Deze gegadigde zal tot de stage worden toegelaten en deze werkelijk aanvangen wanneer hij zijn opzeggingsperiode zal hebben volbracht en uiterlijk de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop deze periode is verstreken.

Het derde lid houdt rekening met een andere hypothese : de geslaagde die op de datum welke voor zijn benoeming als stagiair is voorgesteld, dienstplicht of een burgerlijke dienst verricht kan en moet op deze datum worden benoemd maar hij zal zijn stage werkelijk slechts aanvangen wanneer hij zijn verplichtingen zal hebben voldaan. In dit geval bestaat er dus een scheiding tussen de datum van toelating tot de stage en de datum van indiensttreding.

Het artikel voert verder een tekstaanpassing door, veroorzaakt door de wijziging die door artikel 16 van dit besluit werd aangebracht in de regeling inzake verminderde prestatie wegens persoonlijke aangelegenheid.

Artikel 4

Indien men de geldende bepalingen *stricto sensu* toepast, is het thans zo dat de stagiair, die zijn stageverslag niet heeft ingediend bij het verstrijken van zijn stageperiode, niet kan worden benoemd en dus zou moeten worden afgedankt. Het is om deze extreme oplossing te vermijden, welke geen rekening houdt met soms geldige redenen, die de vertraging bij het indienen van een verhandeling zouden kunnen rechtvaardigen dat artikel 4 de mogelijkheid invoert om de stage in een dergelijk geval eventueel te verlengen.

Artikel 5

Dit artikel beoogt de opheffing van artikel 33, § 4, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, dat overbodig is geworden wegens de wijziging die door artikel 16 van dit besluit is aangebracht in de regeling inzake verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid.

Artikel 6

Dit artikel brengt sommige wijzigingen aan zowel in de samenstelling van de interdepartementale stagecommissie als in de procedure die door of voor deze moet worden gevolgd.

De ervaring heeft aangetoond dat de regel van het quorum, inzonderheid uit het standpunt van de taalwetgeving, tot sommige toepassingsmoeilijkheden kon aanleiding geven, ja zelfs de werking van de commissie blokkeren.

Het is om deze moeilijkheden op te vangen dat er voorgesteld wordt het aantal secretarissen-generaal op twee per taalrol te brengen alsmede, natuurlijk, dat van de plaatsvervangers.

Het is eveneens van belang rekening te houden met het geval waarbij de leden van de commissie er niet zouden toe geraken de staking van stemmen op te heffen. In dat geval zal de stem van de voorzitter voortaan beslissen.

Tenslotte was het geraden de vormingsdirecteur in de gelegenheid te stellen aan de beraadslagingen deel te nemen met raadgevende stem; hij is het immers die belast is met het opmaken van de maandelijksse stagerapporten die, wanneer zij in het algemeen ongunstig uitvallen voor de stagiair, de directeur-generaal van de vorming ertoe zullen brengen de zaak aanhangig te maken bij de interdepartementale stagecommissie. Het is dus normaal dat deze op de hoogte wordt gesteld van de redenen waarom de vormingsdirecteur ontevreden is.

Artikel 7

Dit artikel heeft ten doel de beginselen betreffende de indiensttreding van de gegadigden voor niveau 1 *mutatis mutandis* toepasselijk te maken op de gegadigden voor de niveaus 2, 3 en 4.

Artikel 8

Dit artikel beoogt een eenvoudige tekstaanpassing.

Artikel 9

Dit artikel heeft ten doel een parallelisme inzake procedure tussen de stagiairs van niveau 1 en die van de niveaus 2, 3 en 4 door te voeren wat de beslissing tot verlenging of tot voortzetting van de stage betreft. Het is voortaan de taak van de stagecommissie om zich in dit opzicht uit te spreken en niet meer die van de autoriteit die met de benoemingsmacht is bekleed, zoals deze beslissing bij de interdepartementale stagecommissie ligt voor de stagiairs van niveau 1.

Artikel 10

De opheffing van artikel 37, § 4, van voormeld koninklijk besluit vloeit voort uit de wijzigingen die door artikel 16 zijn aangebracht in de regeling inzake verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid.

Article 11

Cet article s'inspire du souci de rencontrer les différentes situations qui peuvent se présenter dans un ministère.

Certes, dans la plupart des départements, les agents sont inscrits soit sur le rôle linguistique français, soit sur le rôle linguistique néerlandais; mais il existe également des départements unilingues. C'est pourquoi, l'article prévoit dans le premier cas, deux commissions des stages, appelées «sections» et dans le second cas, une seule commission des stages.

Par ailleurs, l'article autorise le ministre à désigner des fonctionnaires du rang 13 en qualité de suppléant.

Article 12

L'article 39 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat permettait au ministre de charger des fonctionnaires du rang 13 d'exercer certaines tâches confiées aux directeurs de la formation; cette disposition était formulée de manière telle qu'elle ouvrait la possibilité de vider la mission des directeurs de la formation de sa substance.

Le but de la réforme étant d'assurer l'uniformité la plus grande possible dans l'application de programmé d'accueil et de formation, il était indispensable de ne pas multiplier les fonctionnaires chargés, dans la pratique, de mettre ce programme en œuvre ou d'exercer les tâches dévolues au directeur de la formation. Parmi celles-ci figure l'établissement des rapports mensuels et à cet égard il convenait de tenir compte des départements où les effectifs sont fort importants et où, sauf à consacrer la totalité de son temps à cette mission, il est impossible au directeur de la formation de rédiger lui-même tous les rapports pour tous les agents de tous les niveaux. Aussi, est-il prévu que des fonctionnaires du niveau 1 peuvent être chargés par le ministre compétent et moyennant l'accord du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions de rédiger ces rapports pour les stagiaires des niveaux 2, 3 et 4. Aucune délégation n'est permise pour les stagiaires du niveau 1.

Article 13

Cet article insère un nouvel article 48 *quater* dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 susmentionné.

Il charge le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions d'élaborer les principes généraux relatifs à l'accueil et à la formation valables pour l'ensemble des départements, et ce afin d'assurer une homogénéité dans la conception de ceux-ci.

Il est évident toutefois qu'il n'est pas possible d'imaginer un programme d'accueil et de formation applicable à toutes les administrations. Chaque département a des missions distinctes, des besoins spécifiques et des caractéristiques propres que doivent accomplir, rencontrer et prendre en considération les agents qui y travaillent. C'est pourquoi l'article 48 *quater*, alinéa 2, confie au ministre titulaire du département dans lequel le programme d'accueil et de formation devra être appliqué la tâche de mettre concrètement celui-ci au point.

Article 14

Cet article a pour but d'organiser la fonction de directeur de la formation d'une manière complète et équilibrée.

Le nombre de directeurs de la formation dans un département est déterminé par les rôles linguistiques existant dans ce département: l'on peut avoir soit un directeur de la formation, soit deux. Le ou les directeurs de la formation sont désignés par le secrétaire général ou, dans les départements où ce grade n'existe pas, par le directeur général délégué par le ministre, parmi les fonctionnaires du rang 11 au moins comptant cinq années d'ancienneté au niveau 1. Il convient, en effet, de donner à de jeunes fonctionnaires la possibilité de mettre en pratique les idées qu'ils ont en matière de formation. Mais c'est pour accroître l'efficacité et le dynamisme qui constituent l'élément moteur de la fonction qu'il est prévu que celle-ci ne peut être exercée que pendant une période limitée.

Il va de soi qu'une vérification préalable de la capacité tant intellectuelle que psychologique des candidats à exercer la fonction de directeur de la formation s'impose. C'est pourquoi ceux-ci devront assister à un séminaire de formation au terme duquel, s'ils l'ont suivi avec succès, ils recevront un brevet d'aptitude. La détermination des matières qui seront étudiées au cours de ce séminaire ainsi que la fixation des travaux à effectuer par les candidats ressortissent au directeur général de la formation.

Il convient d'éviter que tout un chacun veuille participer au séminaire et, dès lors, d'éliminer tant les candidats dont les motivations apparaissent comme essentiellement voire exclusivement pécuniaires que ceux qui, de toute évidence, sont incapables d'exercer la fonction. Une sélection à deux niveaux est, dès lors, prévue: par le conseil de direction du département d'abord, qui sélectionne cinq

Artikel 11

Door dit artikel wordt getracht rekening te houden met de verschillende situaties die zich in een ministerie kunnen voordoen.

Het is wel zo dat de personeelsleden, in de meeste departementen, ingeschreven zijn ofwel op de Nederlandse taalrol ofwel op de Franse taalrol, maar dat er eveneens eenzijdige departementen bestaan. Daarom stelt het artikel in het eerste geval twee stagecommissies, die afdelingen worden genoemd en in het tweede geval een enkele stagecommissie in het vooruitzicht.

Verder machtigt het artikel de minister om ambtenaren van rang 13 aan te wijzen in de hoedanigheid van plaatsvervanger.

Artikel 12

Artikel 39 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel gaf aan de minister de mogelijkheid om ambtenaren van rang 13 ermee te belasten sommige taken te vervullen die aan de vormingsdirecteurs zijn toevertrouwd; deze bepaling was zodanig geformuleerd dat zij de mogelijkheid opende om de opdracht van de vormingsdirecteurs inhoudelijk uit te hollen.

Daar het oogmerk van de hervorming erin bestaat een zo groot mogelijke eenvormigheid te betrachten bij de toepassing van het onthaal- en vormingsprogramma, was het onontbeerlijk het aantal ambtenaren niet uit te breiden die er in de praktijk mee belast zijn dit programma in werking te stellen of de taken uit te oefenen die aan de vormingsdirecteur zijn toebedeeld. Hiervan maakt het opmaken van de maandverslagen deel uit en in dit verband moest rekening worden gehouden met de departementen met een zeer aanzienlijke personeelsformatie waar het voor de vormingsdirecteur onmogelijk is zelf alle verslagen voor alle personeelsleden van alle niveaus op te maken, ternzij hij er een volledige dagtaak aan zou wijden. Er is derhalve bepaald dat ambtenaren van niveau 1 door de bevoegde minister en met instemming van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, ermee kunnen worden belast deze verslagen op te maken voor de stagiairs van de niveaus 2, 3 en 4. Geen enkele bevoegdheidsoverdracht is echter toegelaten voor de stagiairs van niveau 1.

Artikel 13

Dit artikel voegt een nieuw artikel 48 *quater* in bij voormeld koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Het belast de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort ermee de algemene beginselen inzake onthaal en vorming voor alle departementen vast te stellen, ten einde een zekere eenvormigheid inzake conceptie ervan te bereiken.

Het is evenwel duidelijk dat het niet mogelijk is een programma inzake onthaal en vorming uit te denken dat op alle administraties toepasselijk zou zijn. Elk departement heeft onderscheiden opdrachten en eigen kenmerken die de personeelsleden welke er tewerkgesteld zijn moeten vervullen en in overweging nemen en tevens specifieke behoeften waarna zij moeten voorzien. Daarom vertrouwt artikel 48 *quater*, tweede lid, aan de minister titularis van het departement waarin het onthaal- en vormingsprogramma zal moeten worden toegepast, de taak toe dit concreet uit te werken.

Artikel 14

Dit artikel heeft ten doel het ambt van vormingsdirecteur op een volledige en evenwichtige wijze te organiseren.

Het aantal vormingsdirecteurs per departement wordt bepaald door het aantal taalrollen in dat departement: er is ofwel een enkele vormingsdirecteur, ofwel zijn er twee. De vormingsdirecteur(s) wordt(en) aangewezen door de secretaris-generaal of, in de departementen waar deze graad niet bestaat, door de door de minister gedelegeerde directeur-generaal, onder de ambtenaren van ten minste rang 11 met een anciënniteit in het niveau 1 van vijf jaar. Het verdient inderdaad aanbeveling aan jonge ambtenaren de mogelijkheid te bieden om de ideeën die zij inzake vorming hebben in de praktijk om te zetten. Het is echter om de doelmatigheid en het dynamisme, die de stuwende kracht van het ambt uitmaken, te verhogen dat er beslist werd dat dit slechts gedurende een beperkte periode kan worden uitgeoefend.

Het is duidelijk dat de zowel intellectuele als psychologische bekwaamheid van de gegadigden om het ambt van vormingsdirecteur uit te oefenen aan een voorafgaand onderzoek moet worden onderworpen. Daarom zullen dezen een vormingsseminaris moeten bijwonen na verloop waarvan zij een geschiktheidsbrevet zullen krijgen indien zij het met vrucht hebben gevolgd. De directeur-generaal van de vorming zal de tijdens dit seminarie te bestuderen stof nader omschrijven en tevens de door de gegadigden uit te voeren werkzaamheden vaststellen.

Er moet worden vermeden dat elkeen aan het seminarie zou willen deelnemen en derhalve moeten worden verwijderd zowel de gegadigden wier motivering als essentieel zoniet uitsluitend van geldelijke aard blijkt te zijn als die van wie het duidelijk is dat zij onbekwaam zijn om een dergelijk ambt uit te oefenen. Een selectie op twee niveaus is derhalve in het vooruitzicht gesteld: eerst door de

candidats au maximum par rôle linguistique, sur base en tout cas de leur bulletin de signalement ainsi que, par exemple, sur les aptitudes qu'ils témoignent à exercer la fonction en cause. Les candidats sont choisis parmi les fonctionnaires du rang 11 sans condition d'ancienneté. Il serait d'ailleurs inopportun de limiter l'accès au séminaire aux seuls fonctionnaires qui remplissent les conditions pour être désignés comme directeurs de la formation puisque, d'une part, le caractère formatif de ce séminaire est de nature à parfaire l'expérience des participants et que, d'autre part, il importe, si l'on veut préparer efficacement l'avenir, de disposer d'un certain nombre de lauréats susceptibles de remplir ultérieurement la fonction en cause. Par le directeur général de la formation ensuite qui, sur base du dossier de candidature des fonctionnaires présentés par le conseil de direction et dont il lui appartient de fixer les modalités, éliminera, s'il y échet, les candidatures qui ne lui paraissent par répondre au profil exigé par la fonction.

Les fonctionnaires évincés disposent d'un droit de recours devant la commission interdépartementale des stages.

Outre les missions particulières qui lui sont dévolues, le directeur de la formation a pour tâches essentielles d'appliquer le programme d'accueil et de formation arrêté par le ministre et de prendre en charge la formation des stagiaires, étant entendu qu'il peut se faire conseiller et assister par les chefs de service intéressés.

Dans les départements où les effectifs sont nombreux, il est clair que ses missions spécifiques suffiront à occuper à plein temps le directeur de la formation. Mais il existe des départements où le nombre potentiel de stagiaires ou d'agents désireux de parfaire leur formation est fort peu élevé.

Dans ce cas, le directeur de la formation pourra être occupé à des tâches autres que strictement de formation : il s'agit en l'espèce des dossiers de gestion ou relatifs aux questions de personnel.

Il a paru souhaitable de donner à la fonction de directeur de la formation un statut financier particulier : il convient de donner au directeur de la formation une autorité suffisante dans ses relations avec les différents chefs de service, but qui peut être atteint si l'on établit un parallélisme entre le contenu de sa fonction et le travail normalement attribué à un fonctionnaire du rang 13, puisqu'aussi bien, il est de coutume de considérer que c'est à partir de ce rang que s'exercent véritablement les responsabilités. De plus, la perspective, pour les candidats, d'une amélioration financière ne constitue pas nécessairement une motivation négative. Le séminaire aura d'ailleurs notamment comme objectif de déceler et de refouler ceux qui ne seront attirés que par le seul avantage pécuniaire de la fonction.

Afin qu'ils soient tenus au courant des dernières innovations dans la matière qui les occupe et qu'ils puissent échanger avec leurs collègues leurs idées et leurs expériences, il est prévu que les directeurs de la formation peuvent être invités par le directeur général de la formation à participer à des activités de perfectionnement complémentaires.

Article 15

Cet article tend à assurer un parallélisme entre les départements qui n'ont pas créé de service de formation et où devront être désignés les directeurs de la formation et ceux qui ont organisé semblable service.

Outre les missions spécifiques qui lui ont éventuellement été confiées par ses supérieurs hiérarchiques, le chef du service de formation exerce, en tout cas, les attributions dévolues au directeur de la formation, sous réserve de ce qui est prévu à l'article 17 du présent arrêté. Il en va de même, et dans les mêmes conditions, du fonctionnaire qui occuperait l'emploi, prévu au cadre, d'adjoint au chef du service de la formation.

L'exception qui figure *in fine* de l'article est motivée par le fait qu'à la différence du directeur de la formation, qui exerce momentanément une fonction, le chef du service de formation, de même que son adjoint, s'il y échet, est nommé à un emploi prévu au cadre : il ne peut être question de donner à cette nomination un caractère temporaire.

Article 16

Cet article modifie l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, afin d'établir une plus grande cohérence dans le régime des absences et congés applicable aux stagiaires.

Le stagiaire qui entame une carrière administrative a tout intérêt à la commencer dans les meilleures conditions et, par conséquent, à acquérir le plus rapidement possible les connaissances de base qui lui sont indispensables pour l'exercice des fonctions auxquelles il est

directieraad die ten hoogste vijf kandidaten per taalrol selecteert op grond in ieder geval van beoordelingssstaat en ook, bijvoorbeeld, van de geschiktheid waarvan zij blijk geven om dit ambt waar te nemen. De geadigden worden gekozen onder de ambtenaren van rang 11 zonder anciënniteitsvereiste. Het zou trouwens inopportuun zijn de toegang tot het seminarie te beperken tot de ambtenaren die aan de vereisten voldoen om als vormingsdirecteur te worden aangewezen vermits, eensdeels, het vormend karakter van dit seminarie van aard is om de ervaring van de deelnemers te volmaken en het, andersdeels, van belang is indien men de toekomst op een doelmatige wijze wil voorbereiden over een bepaald aantal geslaagden te beschikken die later een dergelijke functie zullen kunnen uitoefenen. Vervolgens door de directeur-generaal van de vorming die, op grond van het kandidaatsdossier van de door de directieraad voorgestelde ambtenaren en waarbij hij de nadere regels zal moeten bepalen, zo nodig de kandidaturen zal verwijderen die voor hem aan het voor de functie vereiste profiel niet blijken te beantwoorden.

De geweigerde kandidaten beschikken over het recht om hoger beroep in te stellen bij de interdepartementale stagecommissie.

Naast de bijzondere opdrachten waarmee hij is belast, heeft de vormingsdirecteur voornamelijk tot taak het door de minister vastgelegde onthaal- en vormingsprogramma toe te passen en te zorgen voor de vorming van de stagiairs, met dien verstande dat hij de raad kan inwinnen van en zich laten bijstaan door de betrokken dienstchefs.

In de departementen met een talrijke personeelsformatie is het duidelijk dat de vormingsdirecteur zijn volledige dagtaak zal moeten spenderen aan zijn specifieke opdrachten. Er bestaan echter departementen waar het potentieel aantal stagiairs of personeelsleden die hun vorming willen volmaken zeker niet aanzienlijk is.

In dit geval zal de vormingsdirecteur met andere dan zuivere vormingsopdrachten kunnen worden belast : het gaat in dit geval om dossiers inzake beleid of personeelskwesties.

Het leek wenselijk aan het ambt van vormingsdirecteur een bijzonder financieel statuut te verlenen : er moet aan de vormingsdirecteur een voldoende gezag worden toegekend bij zijn betrekkingen met de verschillende dienstchefs, welk doel enkel kan worden bereikt indien men een parallelisme beoogt tussen de inhoud van zijn ambt en het werk waarmee een ambtenaar van rang 13 normaal wordt belast, vermits het gewoonlijk zo is dat vanaf deze rang werkelijk verantwoordelijkheid wordt opgenomen. Bovendien is het vooruitzicht van een financiële verbetering voor de kandidaten niet noodzakelijk een negatieve motivering. Het seminarie zal trouwens inzonderheid ten doel hebben diegenen op te sporen en te verwijderen die enkel worden aangetrokken door het financiële voordeel van het ambt.

Opdat zij op de hoogte zouden kunnen worden gehouden van de laatste innovaties in de discipline die hen aanbelangt en zij met hun collega's hun ideeën en hun ervaringen zouden kunnen uitwisselen, wordt er in voorzien dat de vormingsdirecteurs door de directeur-generaal van de vorming kunnen worden uitgenodigd om aanvullende volmakingsactiviteiten bij te wonen.

Artikel 15

Dit artikel beoogt een parallelisme tussen de departementen die geen vormingsdienst hebben opgericht en waar vormingsdirecteurs zullen moeten worden aangesteld en die welke wel een dergelijke dienst hebben georganiseerd.

Naast de specifieke opdrachten die hem eventueel door zijn hiërarchische meerderen zouden zijn toevertrouwd, oefent het hoofd van de vormingsdienst in ieder geval de bevoegdheden uit die aan de vormingsdirecteur zijn toevertrouwd, onder voorbehoud van wat bij artikel 17 van dit besluit is bepaald. Hetzelfde geldt, onder dezelfde voorwaarden, voor de ambtenaar die in de personeelsformatie voorkomende betrekking van adjunct van het hoofd van de vormingsdienst bekleedt.

De uitzondering die *in fine* van het artikel voorkomt wordt gemotiveerd door het feit dat het hoofd van de vormingsdienst en desgevallend zijn adjunct betrekkingen bekleden die in de personeelsformatie zijn opgenomen, in tegenstelling tot de vormingsdirecteur die zijn ambt tijdelijk waarmeeft : er kan geen sprake van zijn aan deze benoeming een tijdelijk karakter te verlenen.

Artikel 16

Dit artikel wijzigt artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheden, om een grotere coherentie te bekomen in de op de stagiairs toepasselijke regeling inzake afwezigheden en verloven.

De stagiair die een administratieve loopbaan aanvat heeft er alle belang bij om deze onder de beste voorwaarden te beginnen en, bijgevolg, zo vlug mogelijk de basiskennis te verwerven die voor hem onontbeerlijk zal zijn om de functie uit te oefenen die hij normaal

normalement destiné. Il a, parallèlement, avantage à ne pas prolonger indéfiniment la durée de son stage et à obtenir sa nomination définitive dans les délais les plus brefs, compte tenu évidemment des dispositions applicables en la matière.

Il est, dès lors, normal que certaines facultés reconnues aux agents de l'Etat ne lui soient pas accordées. Ainsi en est-il désormais des congés pour prestations réduites pour convenance personnelle prévus aux articles 31 et suivants de l'arrêté royal susmentionné. Cette latitude se justifiait d'ailleurs d'autant moins que les dispositions relatives aux congés pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, ou justifiées par des raisons sociales ou familiales ne sont, elles, pas applicables aux stagiaires.

Article 17

Cet article précise le délai dans lequel le chef d'un service de formation ainsi que son éventuel adjoint doivent obtenir le brevet d'aptitude.

Il est logique de considérer que, faute de pareil brevet, qui doit permettre de tester les connaissances de ceux qui sont ou seront chargés des tâches relatives à la formation, le chef d'un service de formation, et son adjoint, ne pourront exercer les missions confiées par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 aux directeurs de la formation.

Article 18

Cet article modifie l'article 5 de l'arrêté royal du 18 novembre 1982 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, dans le but de régler de la manière la plus pratique possible la période de transition précédant la désignation des directeurs de la formation.

Afin d'assurer la continuité dans les tâches de formation, le paragraphe 1er charge les anciens maîtres de stage d'exercer temporairement les missions dévolues aux directeurs de la formation. C'est pour éviter toute controverse qu'il définit de manière explicite le statut pécuniaire de ces fonctionnaires pendant cette période intérimaire.

Le paragraphe 2 apporte une solution au problème de la vacance de fonction qui pourrait se poser dans l'hypothèse où, par exemple, un ancien maître de stage serait mis à la retraite.

Pour éviter que ne perdurent des situations transitoires, le paragraphe 3 dispose que, dès lors que les agents d'un ministère ont obtenu le brevet d'aptitude, il appartient au secrétaire général ou au directeur général délégué par le ministre de désigner au plus tôt parmi ceux-ci un ou des directeurs de la formation. C'est pour accélérer cette désignation qu'un délai *ad quem* pour l'exercice temporaire de la fonction de directeur de la formation est prévu.

Article 19

Cet article a uniquement pour objet de sauvegarder les droits des stagiaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ont bénéficié du régime de prestations réduites pour convenance personnelle.

Article 20

La fixation de la date d'entrée en vigueur de l'article 18 au 1er février 1983 se justifie par le motif qu'il convenait de définir de manière non équivoque notamment le statut pécuniaire des fonctionnaires qui étaient chargés de la fonction de maître de stage départemental et que l'arrêté royal du 18 novembre 1982, qui supprimait cette fonction et les avantages y attachés, commettait à l'exercice des missions de directeur de la formation.

Un arrêté royal est en préparation, qui a pour objet de faciliter l'application de certaines dispositions du statut des agents de l'Etat aux agents des administrations des Communautés et des Régions et qui, dès lors, rencontrera les objections émises par le Conseil d'Etat à l'encontre du présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Intérieur
et de la Fonction publique,

Ch.F. NOTHOMB

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,
L. WALTNIEL

zal moeten vervullen. Hij heeft er evenzo voordeel bij de duur van zijn stage niet voor onbepaalde tijd te verlengen en zijn vaste benoeming binnen de kortst mogelijke tijd te verwerven, rekening houdend natuurlijk met de terzake geldende bepalingen.

Het is derhalve normaal dat sommige mogelijkheden waarop de rijkspersoneelsleden aanspraak kunnen maken hem niet worden toegestaan. Dit is voortaan het geval voor de verloven voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid bepaald bij artikel 31 en volgende van voormeld koninklijk besluit. Deze toegankelijkheid was trouwens des te minder gerechtvaardigd daar de bepalingen betreffende de verloven voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid of gewettigd door sociale of familiale redenen, van hun kant, op de stagiaires niet toepasselijk zijn.

Artikel 17

Dit artikel preciseert de termijn waarbinnen het hoofd van een vormingsdienst en zijn eventuele adjunct het geschiktheidsbrevet moeten behalen.

Er kan logischerwijze worden aangenomen dat het hoofd van een vormingsdienst en zijn adjunct, bij gebrek aan een dergelijk brevet die het moet mogelijk maken de kennis te testen van hen die met vormingstaken zijn of zullen worden belast, de bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 aan de vormingsdirecteurs toevertrouwde taken niet zullen kunnen waarnemen.

Artikel 18

Dit artikel wijzigt artikel 5 van het koninklijk besluit van 18 november 1982 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel met de bedoeling de overgangsperiode die de aanwijzing van de vormingsdirecteur vooral gaat op een zo praktisch mogelijke wijze te regelen.

Om de continuïteit in de vormingstaken te verzekeren belast paragraaf 1 de vroegere stagemeeesters ermee de aan de vormingsdirecteurs toevertrouwde opdrachten tijdelijk uit te oefenen. Het is om elke controverse te vermijden dat de bezoldigingsregeling van deze ambtenaren tijdens deze tussenperiode uitdrukkelijk wordt omschreven.

Paragraaf 2 lost het probleem op dat zou kunnen rijzen indien het ambt vrijkomt wat bijvoorbeeld het geval zou kunnen zijn indien een vroegere stagemeeester gepensioneerd wordt.

Om te vermijden dat de overgangstoestanden blijven voortduren bepaalt paragraaf 3 dat, van zodra personeelsleden van een ministerie het geschiktheidsbrevet hebben bekomen, de secretaris generaal of de door de minister gedelegeerde directeur-generaal zo vroeg mogelijk één of meer vormingsdirecteurs onder hen dient aan te wijzen. Het is om deze aanwijzing te bespoedigen dat in een termijn *ad quem* voor de tijdelijke uitoefening van het ambt van vormingsdirecteur wordt voorzien.

Artikel 19

Dit artikel heeft enkel ten doel de rechten te vrijwaren van de stagiaires die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, in aanmerking zouden gekomen zijn voor de regeling inzake verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid.

Artikel 20

De vaststelling van de datum van inwerkingtreding op 1 februari 1983 van artikel 18 wordt hierdoor gerechtvaardigd dat inzonderheid de bezoldigingsregeling duidelijk moest worden omschreven ten behoeve van de ambtenaren die met het ambt van departementaal stagemeeester waren belast en die het koninklijk besluit van 18 november 1982, welke dit ambt en de eraan verbonden voordelen afschafte, aanwees om de opdracht van vormingsdirecteur uit te oefenen.

Een koninklijk besluit wordt voorbereid met als doel de toepassing van sommige bepalingen van het statuut van het rijkspersoneel op de personeelsleden van de Gemeenschappen en van de Gewesten te vergemakkelijken, waardoor aan de door de Raad van State ten aanzien van dit besluit guite bezwaren derhalve zal worden tegemoet gekomen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Binnenlandse Zaken
en Openbaar Ambt,

Ch.F. NOTHOMB

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,
L. WALTNIEL

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 16 octobre 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle », a donné le 19 novembre 1984 l'avis suivant :

Comme le rapport au Roi l'expose, le projet tend principalement à modifier certaines dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, qui règlent la situation des stagiaires et qui organisent leur formation. Il s'agit de correctifs apportés à plusieurs des règles introduites par les arrêtés royaux du 18 novembre 1982 et du 30 mars 1983.

A. Visant des agents définitifs de l'Etat et des stagiaires qui accomplissent un stage précisément en vue d'acquiescer cette qualité, les dispositions en projet seront de plein droit applicables au personnel des administrations relevant des Exécutifs des Communautés et des Régions.

On sait que l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose en ce sens en termes formels :

« § 3. Sans préjudice des dispositions de la présente section, le personnel est soumis aux règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs, aux agents temporaires, au personnel auxiliaire et au personnel ouvrier temporaire de l'Etat ».

La soumission du personnel des administrations dépendant des Exécutifs des Communautés et des Régions au statut fixé pour les agents des administrations de l'Etat constitue, sans aucun doute, une restriction aux compétences des Communautés et des Régions vis-à-vis du personnel placé sous l'autorité de leurs Exécutifs. Mais cette restriction correspond à une volonté délibérée, inspirée par la préoccupation d'éviter des distorsions et des concurrences stupides (1). Une telle volonté s'est manifestée tout au long des travaux préparatoires. On trouve déjà une disposition, semblable à l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, dans l'article 56, § 3, du projet de loi portant diverses réformes institutionnelles (2), et dans l'article 55, § 3, du projet de loi spéciale des Régions et des Communautés (3). A la séance publique du Sénat du 23 juillet 1980, M. Ph. Moureaux, Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles (F), s'exprime en ces termes : « ... il nous paraît extrêmement important que l'ensemble de ce qui concerne le statut de la Fonction publique reste national. Cet élément d'accord se trouvait déjà dans le Pacte d'Egmont... » (4) (5).

Si l'autorité nationale est ainsi compétente pour fixer le statut des agents des administrations des Communautés et des Régions, dans l'application du statut, l'Exécutif est substitué au Roi ou aux Ministres pour la gestion de ses services, et notamment lorsqu'il y a lieu de prendre des décisions individuelles (6).

L'Exécutif est, en outre, compétent pour prendre des dispositions réglementaires justifiées par les besoins spécifiques de ses services, à la condition que ces dispositions n'emportent aucune dérogation au statut des agents de l'Etat. En effet, il résulte des textes légaux cités que l'Exécutif a le pouvoir de prendre pour le Ministère de la Communauté ou de la Région placé sous son autorité, les dispositions particulières, visées à l'article 6, § 1er, du statut du 2 octobre 1937, qui assurent l'exécution de ce statut sans y apporter de dérogation.

B. En raison de certaines différences qui existent entre, d'une part, les administrations de l'Etat et, d'autre part, les administrations relevant des Exécutifs des Communautés et des Régions, l'application du statut des agents de l'Etat aux agents des Communautés et des Régions doit nécessairement susciter des difficultés.

Dès qu'une règle analogue à celle qui fut finalement inscrite à l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 fut envisagée au cours de l'élaboration des réformes institutionnelles, le Conseil d'Etat a attiré l'attention sur ces difficultés.

Dans son avis du 28 juillet 1978 sur le projet de loi portant diverses réformes institutionnelles, le Conseil d'Etat a observé que « nombre de dispositions applicables aux agents visés par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 sont rédigées en vue d'une application aux

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e oktober 1984, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en van Openbaar Ambt en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid », heeft de 19e november 1984 het volgend advies gegeven :

Zoals in het verslag aan de Koning is uiteengezet, beoogt het ontwerp hoofdzakelijk wijziging van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, die de toestand van de stagiaires regelen en hun vorming organiseren. Het gaat om correcties die aangebracht worden in een aantal regels die bij de koninklijke besluiten van 18 november 1982 en 30 maart 1983 zijn ingevoegd.

A. De ontworpen bepalingen die doelen op vastbenoemde rijksambtenaren en op stagiaires die juist met het oog op het verkrijgen van die hoedanigheid een stage doormaken, zullen van rechtswege toepasselijk zijn op het personeel van de besturen die onder de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren.

Het is bekend dat artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen uitdrukkelijk in die zin beschikt :

« § 3. Onverminderd het bepaalde in deze afdeling, wordt het personeel onderworpen aan de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op de in vast verband benoemde ambtenaren, het tijdelijk personeel, het hulppersoneel en het tijdelijk werklidpersoneel van het Rijk ».

Dat het personeel van de onder de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven ressorterende besturen onder het statuut van het rijkspersoneel is gebracht, betekent ongetwijfeld een beperking van de bevoegdheden, van de Gemeenschappen en de Gewesten ten aanzien van het onder het gezag van hun Executieven geplaatste personeel. Die beperking is echter bewust gewild ten gevolge van het streven om « onzinnige distorsie en concurrentie te voorkomen » (1). Van die wil is gedurende de gehele parlementaire voorbereiding gebleken. Een bepaling als die van artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 staat reeds in artikel 56, § 3, van het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen (2) en in artikel 55, § 3, van het ontwerp van bijzondere Gewest- en Gemeenschapswet (3). De heer Ph. Moureaux, Minister van Binnenlandse Zaken en van Institutionele Hervormingen (F), heeft zich in de openbare vergadering van de Senaat van 23 juli 1980 aldus uitgelaten : « ... il nous paraît extrêmement important que l'ensemble de ce qui concerne le statut de la Fonction publique reste national. Cet élément d'accord se trouvait déjà dans le Pacte d'Egmont... » (4) (5).

Is de nationale overheid dus bevoegd voor het vaststellen van het personeelsstatuut van de besturen van de Gemeenschappen en Gewesten, voor de toepassing van het statuut neemt de Executieve de plaats in van de Koning of van de ministers wat het beheer over haar diensten betreft, inzonderheid wanneer individuele beslissingen genomen moeten worden (6).

De Executieve is daarenboven bevoegd voor het uitvaardigen van de verordeningbepalingen waartoe wegens de specifieke behoeften van haar diensten aanleiding bestaat, mits die bepalingen geen afwijking van het statuut van het rijkspersoneel met zich brengen. Uit de aangehaalde wetteksten blijkt immers dat de Executieve bevoegd is om voor het onder haar gezag geplaatste Ministerie van de Gemeenschap of van het Gewest, de bijzondere, in artikel 6, § 1, van het statuut van 2 oktober 1937 bedoelde bepalingen uit tevaardigen, die aan dat statuut uitvoering geven zonder er van af te wijken.

B. Het kan niet anders of de toepassing van het statuut van het rijkspersoneel op het personeel van de Gemeenschappen en de Gewesten zal moeilijkheden veroorzaken wegens het bestaan van een aantal verschillen tussen enerzijds de rijksbesturen en anderzijds de besturen die onder de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven ressorteren.

Zodra tijdens de voorbereiding van de hervorming van de instellingen gedacht werd over een soortgelijke regel als die welke uiteindelijk ingeschreven is in artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, heeft de Raad van State meteen de aandacht gevestigd op die moeilijkheden.

In zijn advies van 28 juli 1978 over het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen, heeft de Raad van State erop gewezen dat « tal van bepalingen die gelden voor het in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 bedoelde personeel, opgesteld zijn om

agents des ministères et ne sont pas applicables telles quelles au personnel des Régions ». « Il appartiendra, dès lors, au législateur, ajoutait le Conseil d'Etat, d'apprécier s'il n'y a pas lieu d'habiliter le Roi à s'écarter, dans la mesure nécessaire pour répondre aux particularités de la situation des agents des administrations régionales, des dispositions légales et réglementaires applicables aux agents de l'Etat » (7). Le Conseil d'Etat a rappelé ces observations dans l'avis qu'il a donné les 31 mai et 6 juin 1979 sur le projet de loi spéciale des Régions et des Communautés (8). Il y a de nouveau renvoyé dans l'avis qu'il a donné le 8 juin 1980 sur le projet de loi spéciale de réformes institutionnelles, qui est devenu la loi spéciale du 8 août 1980 (9).

C. La loi spéciale du 8 août 1980 s'est bornée à énoncer que les règles légales et statutaires régissant les agents de l'Etat sont applicables aux agents dépendant des Exécutifs des Communautés et des Régions. En principe, ces règles sont donc d'application telles quelles.

Dès lors, c'est exclusivement à l'autorité nationale, compétente pour modifier lesdites règles, qu'il appartient d'apporter des dérogations à celles-ci ou d'habiliter les autorités des Communautés et des Régions à y apporter des dérogations, pour tenir compte des besoins particuliers des administrations relevant de ces Communautés et Régions (10).

Par exemple, lorsque l'application du statut des agents de l'Etat aux agents des administrations des Communautés et des Régions ne peut se faire de manière adéquate sans certaines adaptations, il y a lieu que le Roi prenne lui-même les dispositions dérogoratoires nécessaires ou que, sur base des dispositions combinées de l'article 87, § 3, de la loi spéciale et de l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, il autorise l'Exécutif à les prendre. Il est évidemment loisible à l'Exécutif de faire connaître au Gouvernement national l'intérêt qu'il y a à ce que telles dérogations déterminées soient admises. Par ailleurs, pour se conformer à l'esprit de la loi spéciale, il y a lieu que le Gouvernement national se concertent avec l'Exécutif intéressé.

D. En vertu de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, les dispositions statutaires prises par le Roi pour les agents de l'Etat sont de plein droit applicables aux agents des administrations dépendant des Exécutifs des Communautés et des Régions.

Par conséquent, le Roi suspendrait ledit article 87, § 3, si, dans un arrêté relatif aux agents de l'Etat, il omettait d'introduire les dispositions particulières qui, en raison des caractères propres des administrations des Communautés et des Régions, seraient nécessaires pour permettre l'application de l'arrêté aux agents de ces administrations.

L'application de l'arrêté en projet aux agents des administrations des Communautés et des Régions soulève des difficultés en raison de ce que les administrations dépendent de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région déterminée forment un ministère unique et qu'en outre, ce ministère n'est pas placé sous l'autorité d'un Ministre national mais de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région.

Pour éliminer ces difficultés, il y a lieu notamment de déterminer dans l'arrêté en projet si le directeur général de la formation institué par l'article 31, § 1er, du statut du 2 octobre 1937 pour les agents de l'ensemble des ministères nationaux sera compétent à l'égard des agents du Ministère de la Communauté française, du Ministère de la Région wallonne et du Ministère de la Communauté flamande ou si au contraire les attributions de ce haut fonctionnaire seront exercées, dans ces derniers Ministères, par un fonctionnaire propre à chacun de ceux-ci.

Il y a également lieu de déterminer si la commission interdépartementale des stages visée aux articles 32, § 1er, 33 et 33 bis du statut du 2 octobre 1937 est compétente à l'égard des agents du Ministère de la Communauté française, du Ministère de la Région wallonne et du Ministère de la Communauté flamande ou si au contraire les attributions de cette commission seront exercées par une commission propre à chacun de ces ministères; dans l'une et l'autre hypothèses, il y a lieu de déterminer selon quelles règles la commission doit être composée et doit délibérer.

En conclusion, le présent projet doit, sous peine de méconnaître l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, être revu de telle façon qu'il soit applicable aux agents des administrations dépendant des Exécutifs des Communautés et des Régions. Comme l'observation en a été faite plus haut, pour se conformer à l'esprit de ladite loi spéciale dans l'élaboration de ces dispositions, il y a lieu que le Gouvernement se concertent avec les Exécutifs.

toegepast te worden op het personeel van de ministeries en niet zonder meer toepasbaar zijn op het personeel van de Gewesten ». De Raad van State liet daarop volgen dat « het dus zaak van de wetgever (zal) zijn, uit te maken of de Koning niet bevoegd moet worden gemaakt om, in de mate waarin dat ter wille van het specifieke van de toestand van het gewestelijk personeel nodig zal zijn, af te wijken van de wets- en verordeningbepalingen die voor het rijkspersoneel gelden » (7). De Raad van State heeft aan die opmerkingen herinnerd in het advies dat hij op 31 mei en 6 juni 1979 gegeven heeft over het ontwerp van bijzondere Gewest- en Gemeenschapswet (8). Hij heeft er opnieuw naar verwezen in het advies dat hij op 6 juni 1980 gegeven heeft over het ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen, dat de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is geworden (9).

C. De bijzondere wet van 8 augustus 1980 heeft er zich toe bepaald te stellen dat de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op de rijksambtenaren, toepassing vinden op het personeel dat onder de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteert. In principe zijn die regelen dus van toepassing zoals ze zijn.

Het is dan ook uitsluitend aan de nationale overheid, die bevoegd is om die regelen te wijzigen, dat het toekomt daarop afwijkingen te stellen of de overheden van de Gemeenschappen en de Gewesten te machtigen om daarvan af te wijken ten einde rekening te houden met de bijzondere noden van de besturen die onder die Gemeenschappen en Gewesten ressorteren (10).

Zo bijvoorbeeld, wanneer het statuut van het rijkspersoneel niet zonder enige aanpassingen adequaat op het personeel van de besturen van de Gemeenschappen en de Gewesten toe te passen is, dient de Koning zelf de nodige afwijkingsbepalingen vast te stellen of, op grond van de gecombineerde bepalingen van artikel 87, § 3, van de bijzondere wet en van artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, de Executieve te machtigen om ze vast te stellen. Het staat de Executieve uiteraard vrij de nationale Regering in te lichten over het belang dat het bestaan van deze of gene afwijking oplevert. Anderzijds behoort de nationale Regering, wil zij zich gedragen naar de geest van de bijzondere wet, met de betrokken Executieve overleg te plegen.

D. Krachtens artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de statutaire bepalingen die de Koning ten aanzien van het rijkspersoneel heeft vastgesteld, van rechtswege toepasselijk op het personeel van de besturen die onder de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren.

De Koning zou bijgevolg dat artikel 87, § 3, schorsen als Hij in een besluit betreffende het rijkspersoneel zou nalaten de bijzondere bepalingen op te nemen die wegens de eigen kenmerken van de besturen van de Gemeenschappen en de Gewesten, nodig zouden zijn om de toepassing van het besluit op het personeel van die besturen mogelijk te maken.

De toepassing van het ontworpen besluit op het personeel van de besturen van de Gemeenschappen en de Gewesten stelt problemen doordat de besturen die onder de Executieve van een bepaald Gemeenschap of een bepaald Gewest ressorteren, maar één ministerie vormen en doordat dat ministerie bovendien niet onder het gezag van een nationaal Minister staat, maar onder dat van de Executieve van een Gemeenschap of een Gewest.

Om die moeilijkheden te ondervangen, moet in het ontworpen besluit onder meer worden uitgemaakt of de bij artikel 31, § 1, van het statuut van 2 oktober 1937 voor het personeel van alle nationale ministeries gecreëerde directeur-generaal van de vorming, bevoegd zal zijn voor het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, dan wel of integendeel in elk van deze ministeries de bevoegdheden van die hoge ambtenaar uitgeoefend zullen worden door een eigen ambtenaar.

Uitgemaakt moet ook worden of de in de artikelen 32, § 1, 33 en 33 bis van het statuut van 2 oktober 1937 bedoelde interdepartementale stagecommissie bevoegd is voor het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, het Ministerie van het Waalse Gewest en het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, dan wel of integendeel de bevoegdheden van die commissie in elk van die ministeries door een eigen commissie zullen worden uitgeoefend; in de beide gevallen is het zaak te bepalen volgens welke regels de commissie moet worden samengesteld en moet beraadslagen.

Als conclusie kan worden gesteld dat het onderhavige ontwerp, wil artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet miskend zijn, zo moet worden herzien dat het toepasselijk is op het personeel van de besturen die onder de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren. Zoals hierboven is opgemerkt, is het noodzakelijk dat de Regering bij het ontwerpen van die bepalingen, om in de geest van de genoemde bijzondere wet te blijven, overleg pleegt met de Executieven.

La chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président de chambre;
Ch. Huberlant, P. Fincoeur, conseillers d'Etat;
F. Rigaux, J. De Gavre, assesseurs de la section de législation;
Mme M. Van Gerrewey, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. Vanwelkenhuyzen, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. Ch. Mendiaux, premier auditeur.

Le greffier,
M. Van Gerrewey.

Le président,
P. Tapie.

(1) C'est ce que reconnaissait un membre de la Commission du Sénat, qui, lors de la discussion de la disposition relative au personnel des organismes d'intérêt public, devenue l'article 13, § 6, de la loi spéciale du 8 août 1980, avait déposé un amendement tendant à limiter l'intervention de l'autorité nationale à la fixation des « règles de base ». Le Ministre des Réformes institutionnelles (F) a déclaré « extrêmement dangereux » cet amendement, qui a été rejeté par 16 voix contre 1 (Doc. parl. Sénat, sess. 1979-1980, n° 434/2, page 226).

(2) Doc. parl. Ch., sess. 1977-1978, n° 461/1, page 62.

(3) Doc. parl. Sénat, sess. extr. 1979, n° 261, page 103.

(4) Cette déclaration a également été faite à propos de la discussion de la disposition devenue l'article 13, § 6, de la loi du 8 août 1980.

(5) Voir l'avis L. 14.635/2 du 5 juillet 1982 sur le projet devenu l'arrêté royal précité du 18 novembre 1982.

(6) Article 83 et article 87, § 1er et § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

(7) Doc. parl. Ch., sess. 1977-1978, n° 461/19, page 7.

(8) Doc. parl. Sén., sess. 1979-1980, n° 261/1, annexe I, page 32.

(9) Doc. parl. Sén., sess. 1979-1980, n° 434/1, pages 1-2.

(10) Le *Moniteur belge* du 6 novembre 1984 a publié un arrêté de l'Exécutif flamand du 19 septembre 1984 « portant la composition de la commission des stages pour le niveau 1 du Ministère de la Communauté flamande ».

L'arrêté substitue pour les agents du niveau 1, à la commission interdépartementale (par erreur, la traduction française du décret emploi, à l'article 2, les mots « commission départementale ») des stages instituée par l'article 33bis du statut du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté du 18 novembre 1982, une « commission des stages pour le niveau 1 ». Celle-ci est composée exclusivement de fonctionnaires du Ministère de la Communauté flamande.

Cet arrêté n'est pas de nature à modifier les observations qui sont faites ci-dessus en ce qui concerne la compétence de l'autorité nationale.

22 FEVRIER 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 16 mars 1964, 17 septembre 1969, 13 septembre 1972, 1er août 1975, 12 août 1981, 18 novembre 1982 et 30 mars 1983;

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, modifié notamment par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 18 novembre 1981, 18 novembre 1982 et 30 mars 1983;

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter;
Ch. Huberlant, P. Fincoeur, staatsraden;
F. Rigaux, J. De Gavre, assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevr. M. Van Gerrewey, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer A. Vanwelkenhuyzen, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de heer Ch. Mendiaux, eerste auditeur.

De griffier,
M. Van Gerrewey.

De voorzitter,
P. Tapie.

(1) Dit werd toegegeven door een lid van de Senaatscommissie, dat tijdens de bespreking van de bepaling omtrent het personeel van de instellingen van openbaar nut, welke bepaling artikel 13, § 6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 geworden is, een amendement had ingediend om de bemoeiing van de nationale overheid te beperken tot het vaststellen van « grondregels ». De Minister van Institutionele Hervormingen (F) heeft dat amendement, dat met 16 stemmen tegen 1 verworpen is, « uiterst gevaarlijk » genoemd (Gedr. St. Senaat, zitt. 1979-1980, nr. 434/2, blz. 226).

(2) Gedr. St. Kamer, zitt. 1977-1978, nr. 461/1, blz. 62.

(3) Gedr. St. Senaat, B.Z. 1979, nr. 261, blz. 103.

(4) Die verklaring is ook afgelegd naar aanleiding van de bespreking van de bepaling die artikel 13, § 6, van de wet van 8 augustus 1980 geworden is.

(5) Zie advies L. 14.635/2 van 5 juli 1982 over het ontwerp dat het voormelde koninklijk besluit van 18 november 1982 geworden is.

(6) Artikel 83 en artikel 87, § 1 en § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

(7) Gedr. St. Kamer, zitt. 1977-1978, nr. 461/19, blz. 7.

(8) Gedr. St. Senaat, zitt. 1979-1980, nr. 261/1, bijlage I, blz. 32.

(9) Gedr. St. Senaat, zitt. 1979-1980, nr. 434/1, blz. 1-2.

(10) Het *Belgisch Staatsblad* van 6 november 1984 heeft een besluit van de Vlaamse Executieve van 19 september 1984 bekendgemaakt « houdende samenstelling van de stagecommissie voor niveau 1 van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap ».

Het besluit vervangt, wat de ambtenaren van niveau 1 betreft, de interdepartementale stagecommissie (de Franse vertaling van het dedreet gebruikt in artikel 2 bij vergissing de woorden « commission départementale »), ingesteld bij artikel 33bis van het statuut van 2 oktober 1937, welk artikel gewijzigd is bij het besluit van 18 november 1982, door een « stagecommissie voor niveau 1 ». Deze bestaat uitsluitend uit ambtenaren van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Dat besluit is niet zodanig dat de opmerkingen die hierboven ten aanzien van de bevoegdheid van de nationale overheid zijn gemaakt, erdoor worden gewijzigd.

22 FEBRUARI 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969, 13 september 1972, 1 augustus 1975, 12 augustus 1981, 18 november 1982 en 30 maart 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 16 november 1981, 18 november 1982 en 30 maart 1983;

Considérant que le stage des candidats au niveau 1 se déroule en partie dans le département où les stagiaires sont affectés provisoirement dès le début de leur stage et en partie à la Direction générale de la Sélection et de la Formation du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique; que le stage au sein du département se déroule sous la direction d'un directeur de la formation; qu'il est cependant nécessaire de maintenir une souplesse réelle des modalités d'exécution du stage et d'avoir égard aux réalisations de certains ministères qui ont déjà créé un service de formation;

Considérant que l'importance attribuée aux activités de stage impose de revoir les dispositions relatives à l'entrée en fonction du stagiaire et à la suspension de ses activités de stage;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1984;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 28ter de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, y inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28ter. § 1er. Pour le calcul de la durée du stage accompli, toutes les périodes pendant lesquelles le stagiaire est dans la position d'activité de service sont prises en considération.

Ne sont toutefois pas prises en considération, même si le stagiaire est dans la position d'activité de service, les absences qui se produisent après que le stagiaire a déjà été absent quinze jours ouvrables en une ou plusieurs fois.

N'interviennent pas dans le calcul de ces jours d'absence :

- 1° les congés annuels de vacances;
- 2° les congés accordés en application de l'article 36 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics;
- 3° les congés exceptionnels visés aux articles 6 et 6bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle.

§ 2. Sauf dans les cas énumérés au § 1er, alinéa 3, les absences qui se produisent après que le stagiaire a été absent quinze jours ouvrables en une ou plusieurs fois entraînent une suspension du stage.

§ 3. En cas de suspension du stage, l'intéressé conserve sa qualité de stagiaire et sa position administrative est fixée conformément aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

§ 4. A l'issue d'une absence qui a entraîné une suspension du stage, le directeur général de la formation, pour les stagiaires du niveau 1, ou le directeur de la formation qui a le stagiaire sous sa surveillance, pour les stagiaires des niveaux 2, 3 et 4, décide s'il y a lieu pour eux de compléter leur formation. Pendant la période de prolongation du stage, les intéressés conservent leur qualité de stagiaire. »

Art. 2. L'article 28quater du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28quater. Sans préjudice des attributions du directeur général de la formation, le stage est dirigé dans chaque ministère par le directeur de la formation désigné conformément à l'article 48quinquies, § 1er. »

Art. 3. A l'article 30 du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, sont apportées les modifications suivantes :

A) Le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1. Les lauréats admis par le Secrétaire permanent au recrutement sont nommés en qualité de stagiaire par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions. Ils sont appelés en service en cette qualité, avec la jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires, au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel le Secrétaire permanent au recrutement a mis les lauréats à la disposition du ministre.

Overwegende dat de stage van de kandidaten voor niveau 1 deels doorgebracht wordt in het departement waarvoor die stagiairs van bij het begin van hun stage voorlopig worden aangewezen en deels bij de Algemene Directie voor Selectie en Vorming van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt; dat de stage in het departement verloopt onder de leiding van een directeur van de vorming; dat het evenwel noodzakelijk is in de uitvoeringsmodaliteiten van de stage een zekere soepelheid in acht te nemen en oog te hebben voor verwezenlijkingen in sommige ministeries die thans reeds over een vormingsdienst beschikken;

Overwegende dat het, wegens het belang dat aan de stageactiviteiten wordt gehecht, aangewezen is de bepalingen betreffende de indiensttreding van de stagiair en de schorsing van zijn stageactiviteiten te herzien;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 23 juli 1984;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 28ter van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28ter. § 1. Om de duur van de verrichte stage te berekenen worden alle perioden waarin de stagiair in actieve dienst is, in aanmerking genomen.

Worden evenwel niet in aanmerking genomen de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair reeds vijftien werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, zelfs indien hij gedurende deze afwezigheden in actieve dienst is.

Komen voor de berekening van deze dagen afwezigheid niet in aanmerking :

- 1° het jaarlijks vakantieverlof;
- 2° de verloven toegestaan bij toepassing van artikel 36 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 betreffende het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten;
- 3° de uitzonderlijke verloven bedoeld bij de artikelen 6 en 6bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid.

§ 2. Behoudens in de in § 1, derde lid, opgesomde gevallen, hebben de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair gedurende vijftien werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, schorsing van de stage tot gevolg.

§ 3. In geval van schorsing van de stage behoudt de betrokkene zijn hoedanigheid van stagiair en zijn administratieve toestand wordt vastgesteld overeenkomstig de reglementsbepalingen die op hem van toepassing zijn.

§ 4. Na het einde van een afwezigheidsperiode die een schorsing van de stage tot gevolg heeft gehad, beslist de directeur-generaal van de vorming voor de stagiairs van niveau 1 of de vormingsdirecteur die de stagiair onder zijn toezicht heeft voor de stagiairs van de niveaus 2, 3 en 4, of er voor hen reden bestaat om hun vorming voort te zetten. Gedurende de periode van verlenging van de stage behouden de betrokkenen hun hoedanigheid van stagiair. »

Art. 2. Artikel 28quater van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28quater. Onverminderd de bevoegdheden van de directeur-generaal van de vorming wordt de stage in elk ministerie geleid door de vormingsdirecteur aangewezen overeenkomstig artikel 48quinquies, § 1. »

Art. 3. In artikel 30 van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De geslaagden die werden toegelaten door de Vaste Wervingssecretaris, worden door de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort tot stagiair benoemd. Zij worden in die hoedanigheid in dienst geroepen met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, uiterlijk op de eerste dag van de derde maand volgend op die waarin de Vaste Wervingssecretaris de geslaagden ter beschikking van de minister heeft gesteld.

Lorsqu'un lauréat doit accomplir une période de préavis en application de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le délai fixé à l'alinéa 1er est prolongé jusqu'au premier jour du mois qui suit la date d'expiration du préavis.

L'alinéa 1er ne porte pas atteinte aux dispositions de l'arrêté royal du 1er juin 1964 fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat qui accomplissent, en temps de paix, des prestations militaires ou des services en exécution de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience. »

B) Le § 3, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le stage est d'une durée d'un an. Il peut être prolongé au maximum d'un tiers de sa durée dans les cas prévus à l'article 32. »

Art. 4. Article 32, § 1er, du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32. § 1er. Si les rapports visés à l'article 28 *quinquies* ne sont pas, dans l'ensemble, favorables au stagiaire ou si le stagiaire ne satisfait pas à l'obligation prévue à l'article 31, § 2, le directeur général de la formation saisit la commission interdépartementale des stages. Il établit à cet effet un rapport qu'il communique au stagiaire. »

Art. 5. L'article 33, § 4, du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 30 mars 1983, est abrogé.

Art. 6. A l'article 33 *bis* du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, sont apportées les modifications suivantes :

A) Le § 1er, alinéa 1er, 3^e, est remplacé par la disposition suivante :

« 3^e de deux secrétaires généraux par rôle linguistique, désignés par les secrétaires généraux réunis en collège; »

B) Le § 1er, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Les secrétaires généraux réunis en collège désignent en outre deux secrétaires généraux par rôle linguistique en qualité de membres suppléants. »

C) Le § 2 est complété comme suit :

« En cas de partage, la voix du président est prépondérante. »

D) Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le directeur de la formation qui a le stagiaire sous sa surveillance ainsi qu'un fonctionnaire général de l'administration à laquelle le stagiaire est provisoirement affecté et appartenant au même rôle linguistique que celui-ci participent aux délibérations avec voix consultative. »

Art. 7. A l'article 34 du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, sont apportées les modifications suivantes :

A) Le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Les lauréats admis par le Secrétaire permanent au recrutement sont nommés en qualité de stagiaire par l'autorité qui détient le pouvoir de nomination. Ils sont appelés en service en cette qualité et affectés à un emploi permanent vacant avec la jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui où le Secrétaire permanent au recrutement a mis les lauréats à la disposition de cette autorité.

Lorsqu'un lauréat doit accomplir une période de préavis en application de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le délai fixé à l'alinéa 1er est prolongé jusqu'au premier jour du mois qui suit la date d'expiration du préavis.

L'alinéa 1er ne porte pas atteinte aux dispositions de l'arrêté royal du 1er juin 1964 fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat qui accomplissent, en temps de paix, des prestations militaires ou des services en exécution de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience. »

B) Le § 2, alinéa 2, y inséré par l'arrêté royal du 30 mars 1983, est abrogé.

C) Le § 2, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

« Il peut être prolongé au maximum d'un tiers de sa durée dans les cas prévus à l'article 36. »

Art. 8. Dans l'article 35 du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, les mots « d'un directeur de la formation » sont remplacés par les mots « du directeur de la formation ».

Wanneer de stagiair een opzeggingsperiode moet volbrengen bij toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wordt de in het eerste lid vastgestelde termijn verlengd tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de opzegging verstrijkt.

Het bepaalde in het eerste lid doet geen afbreuk aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 tot vaststelling van de administratieve stand van sommige ambtenaren van de rijksbesturen die, in vredetijd, militaire prestaties verrichten of diensten volbrengen ter uitvoering van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden. »

B) § 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De stage duurt één jaar. Zij kan ten hoogste met één derde van haar duur worden verlengd in de bij artikel 32 bedoelde gevallen. »

Art. 4. Artikel 32, § 1, van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 32. § 1. Indien de bij artikel 28 *quinquies* bedoelde verslagen over het geheel niet gunstig zijn voor de stagiair of indien de stagiair niet voldoet aan de verplichting bedoeld bij artikel 31, § 2, legt de directeur-generaal van de vorming het geval aan de interdepartementale stagecommissie voor. Te dien einde maakt hij een verslag op dat hij aan de stagiair mededeelt.

Art. 5. Artikel 33, § 4, van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, wordt opgegeven.

Art. 6. In artikel 33 *bis* van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 1, eerste lid, 3^e, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3^e twee door de in college vergaderde secretarissen-generaal aangewezen secretarissen-generaal per taalrol; »

B) § 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De in college vergaderde secretarissen-generaal wijzen bovendien twee secretarissen-generaal per taalrol aan in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid. »

C) § 2 wordt als volgt aangevuld :

« Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend. »

D) § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De vormingsdirecteur die de stagiair onder zijn toezicht heeft alsmede een ambtenaar-generaal van het bestuur waarvoor de stagiair voorlopig aangewezen is en van dezelfde taalrol als deze, wonen de beraadslagingen bij met raadgevende stem. »

Art. 7. In artikel 34 van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De door de Vaste Wervingssecretaris toegelaten geslaagden worden door de tot benoemen bevoegde overheid tot stagiair benoemd. Zij worden in die hoedanigheid in dienst geroepen en aangewezen voor een vacante vaste betrekking met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, uiterlijk op de eerste dag van de derde maand volgend op die waarin de Vaste Wervingssecretaris de geslaagden ter beschikking van die overheid heeft gesteld.

Wanneer een geslaagde een opzeggingsperiode moet volbrengen bij toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wordt de in het eerste lid vastgestelde termijn verlengd tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de opzegging verstrijkt.

Het bepaalde in het eerste lid mag geen afbreuk doen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 tot vaststelling van de administratieve stand van sommige ambtenaren van de rijksbesturen die, in vredetijd, militaire prestaties verrichten of diensten volbrengen ter uitvoering van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden. »

B) § 2, tweede lid, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, wordt opgeheven.

C) § 2, derde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Zij kan ten hoogste met één derde van haar duur worden verlengd in het bij artikel 36 bedoelde geval. »

Art. 8. In artikel 35 van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, worden de woorden « van de vormingsdirecteur » vervangen door de woorden « van de vormingsdirecteur ».

Art. 9. L'article 36 du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36. § 1er. Si les rapports visés à l'article 28 *quinquies* ne sont pas, dans l'ensemble, favorables au stagiaire, le directeur de la formation saisit la commission des stages. A cet effet, il établit un rapport qu'il communique au stagiaire.

§ 2. Après avoir recueilli toutes les informations utiles, notamment auprès des chefs de service intéressés, la commission selon le cas :

1° décide si le stage peut être poursuivi ou s'il doit être prolongé;

2° soumet à l'autorité revêtue du pouvoir de nomination une proposition motivée de licenciement ou de nomination.

§ 3. La commission des stages entend le stagiaire, à la demande de celui-ci, avant de décider la continuation ou la prolongation du stage, ou avant de proposer le licenciement.

Le stagiaire peut se faire assister par un avocat ou un délégué d'une organisation syndicale agréée. »

Art. 10. L'article 37, § 4, du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 30 mars 1983, est abrogé.

Art. 11. L'article 38 du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 38. § 1er. Dans chaque ministère il y a une commission des stages; elle est, le cas échéant, subdivisée en sections en fonction des rôles linguistiques auxquels appartiennent les agents du ministère pour lequel elle est instituée.

La commission ou la section se compose :

1° de deux fonctionnaires du rang 13 au moins, désignés par le ministre;

2° du directeur de la formation.

Le ministre désigne un des fonctionnaires visés à l'alinéa 2, 1°, pour assumer la présidence de la commission ou de la section. Il peut également désigner d'autres fonctionnaires du rang 13 au moins en qualité de membre suppléant.

§ 2. Le chef de service qui a le stagiaire sous ses ordres participe aux délibérations avec voix consultative. »

Art. 12. L'article 39 du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 39. Moyennant l'accord du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, chaque ministre peut charger des fonctionnaires du niveau 1 de l'établissement des rapports de stage visés à l'article 28 *quinquies* pour les stagiaires des niveaux 2, 3 et 4. »

Art. 13. L'article 48 *quater* du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 48 *quater*. Le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions définit les principes généraux qui régissent l'accueil et la formation.

Chaque ministre fixe, en se conformant aux principes généraux définis en vertu de l'alinéa 1er, le programme d'accueil et de formation qui répond aux besoins de l'administration et du personnel de son ministère. Il peut déléguer ce pouvoir au secrétaire général ou à un directeur général. »

Art. 14. Un article 48 *quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 48 *quinquies*. § 1er. Dans les ministères qui n'ont pas organisé de service central de formation, le secrétaire général ou, à son défaut, le directeur général délégué par le ministre désigne, par rôle linguistique, un directeur de la formation parmi les fonctionnaires d'un rang égal ou supérieur au rang 11 et comptant une ancienneté d'au moins cinq ans dans le niveau 1.

Le directeur de la formation est désigné pour une période de cinq ans renouvelable une fois.

§ 2. Préalablement à sa désignation, le directeur de la formation doit obtenir un brevet d'aptitude, lequel est délivré à l'issue d'une période de formation d'au moins dix jours dont les modalités sont fixées par le directeur général de la formation.

Dans chaque département, cinq candidats au plus, par rôle linguistique, suivent la période de formation visée à l'article 1er. Ils sont désignés par le conseil de direction, parmi les fonctionnaires du rang 11 au moins qui ont obtenu la mention « très bon » dans leur dernier bulletin de signalement.

Art. 9. Artikel 36 van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 36. § 1. Indien de bij artikel 28 *quinquies* bedoelde verslagen over het geheel niet gunstig zijn voor de stagiair, legt de vormingsdirecteur het geval aan de stagecommissie voor. Te dien einde maakt hij een verslag op dat hij aan de stagiair mededeelt.

§ 2. De stagecommissie, na de nodige informatie te hebben ingewonnen, inzonderheid bij de betrokken dienstchefs, en naargelang van het geval :

1° beslist of de stage kan worden voortgezet ofwel of zij moet worden verlengd;

2° legt aan de tot benoemen bevoegde overheid een met redenen omkleed voorstel van afdanking of van benoeming voor.

§ 3. De stagecommissie hoort de stagiair, op zijn verzoek, alvorens te beslissen over de voortzetting of de verlenging van de stage of alvorens de afdanking voor te stellen.

De stagiair kan zich door een advocaat of een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie laten bijstaan. »

Art. 10. Artikel 37, § 4, van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 38 van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het besluit van 18 november 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 38. § 1. In elk ministerie is er een stagecommissie; in voorkomend geval bestaat zij uit afdelingen naar gelang van de taalrollen waartoe de ambtenaren behoren van het ministerie waarvoor zij wordt ingesteld.

De commissie of de afdeling bestaat uit :

1° twee door de minister aangewezen ambtenaren van rang 13 ten minste;

2° de vormingsdirecteur.

De minister wijst één van de bij het tweede lid, 1°, bedoelde ambtenaren aan om het voorzitterschap van de commissie of van de afdeling waar te nemen. Hij kan eveneens andere ambtenaren van rang 13 ten minste aanwijzen in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid.

§ 2. De dienstchef die de stagiair onder zijn gezag heeft, neemt aan de beraadslagingen deel met raadgevende stem. »

Art. 12. Artikel 39 van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 39. Met instemming van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, kan elke minister ambtenaren van niveau 1 belasten met het opmaken van de bij artikel 28 *quinquies* bedoelde stageverslagen voor de stagiairs van de niveaus 2, 3 en 4. »

Art. 13. Artikel 48 *quater* van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 48 *quater*. De minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort stelt de algemene beginselen vast inzake onthaal en vorming.

Met inachtneming van de algemene beginselen uitgevaardigd op grond van het eerste lid, stelt elke minister het onthaal- en vormingsprogramma vast dat aan de behoeften van het bestuur en van het personeel van zijn ministerie beantwoordt. Hij kan deze bevoegdheid aan de secretaris-generaal of aan een directeur-generaal overdragen. »

Art. 14. Een artikel 48 *quinquies* luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 48 *quinquies*. § 1. In de ministeries die geen centrale vormingsdienst hebben georganiseerd wijst de secretaris-generaal of, wanneer er geen is, de door de minister gedelegeerde directeur-generaal, per taalrol een vormingsdirecteur aan onder de ambtenaren van rang 11 ten minste met een anciënniteit in het niveau 1 van ten minste vijf jaar.

De vormingsdirecteur wordt aangewezen voor een periode van vijf jaar die één maal kan hernieuwd worden.

§ 2. Voor zijn aanwijzing moet de vormingsdirecteur een geschiktheidsbrevet behalen, dat wordt afgeleverd na een vormingsperiode van ten minste tien dagen en waarvan de nadere regels worden bepaald door de directeur-generaal van de vorming.

In elk departement volgen ten hoogste vijf kandidaten per taalrol de bij het eerste lid bedoelde vormingsperiode. Zij worden aangewezen door de directieraad onder de ambtenaren van rang 11 ten minste die op hun laatste beoordelingsstaat de vermelding « zeer goed » hebben bekomen.

Ne peuvent participer à la période de formation que les fonctionnaires dont la candidature a été retenue par le directeur général de la formation. Ce dernier détermine les modalités de présentation du dossier de candidature. Les candidats dont la participation à la période de formation a été refusée peuvent introduire, dans les huit jours de la notification de la décision, un recours devant la commission interdépartementale des stages. Celle-ci statue dans les quinze jours.

La commission interdépartementale des stages agréée les candidats sur base notamment de l'appréciation donnée sur les candidats par le directeur général de la formation. Sa décision est motivée.

§ 3. Outre les attributions qui lui sont expressément reconnues par le présent statut, le directeur de la formation a pour mission :

- 1^o de mettre en œuvre les programmes d'accueil et de formation;
- 2^o de guider et de contrôler les stagiaires.

Il ne peut être chargé d'aucune autre tâche, sauf en matière de personnel et de gestion.

§ 4. Pendant la durée de sa fonction, le directeur de la formation qui appartient au rang 12 ou 11 a le rang de conseiller. Il en obtient le traitement sauf s'il bénéficie déjà d'un traitement au moins égal.

§ 5. A la demande du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions et en accord avec le ministre intéressé, les directeurs de la formation peuvent être mis temporairement à la disposition du directeur général de la formation pour participer à des activités de perfectionnement complémentaires. »

Art. 15. Un article 48sexies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 48sexies. Dans les ministères qui ont organisé un service central de formation, le chef du service de formation et le fonctionnaire qui, le cas échéant, lui est adjoint, exercent les attributions reconnues par le présent statut au directeur de la formation et sont soumis aux mêmes règles que celui-ci, à l'exception de la règle prévue à l'article 48quinquies, § 1er, alinéa 2. »

Art. 16. Dans l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 18 novembre 1982 et 30 mars 1983, les mots « 20 à 30 » sont remplacés par les mots « 20 à 36 ».

Dispositions transitoires et finales

Art. 17. Dans les ministères qui ont organisé un service central de formation, le chef du service de formation et le fonctionnaire qui, le cas échéant, lui est adjoint, visés à l'article 48sexies de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, doivent obtenir le brevet d'aptitude prévu à l'article 48quinquies, § 2, alinéa 1er, du même arrêté, dans les trois ans de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 18. L'article 5 de l'arrêté royal du 18 novembre 1982 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. § 1er. En attendant la désignation des directeurs de la formation, leurs fonctions sont exercées par les fonctionnaires qui étaient chargés de la fonction de maître de stage départemental. Pendant la durée de leur mission, ils ont le rang et le traitement de conseiller, à moins qu'ils n'aient déjà un rang et un traitement plus élevés.

§ 2. Toutefois, le secrétaire général ou, à son défaut, le directeur général délégué par le ministre, peut charger des fonctionnaires du rang 13 au moins d'exercer les missions de directeur de la formation.

§ 3. La mission de ces fonctionnaires prend fin au plus tard à l'expiration du premier mois qui suit celui au cours duquel des agents du ministère ont obtenu le brevet d'aptitude requis par l'article 48quinquies, § 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. »

Art. 19. Les articles 3, B, 5, 7, B, 10 et 16 du présent arrêté ne sont pas applicables aux stagiaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient du régime de prestations réduites pour convenance personnelle visé aux articles 31 à 36 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle.

Enkel de ambtenaren wier kandidatuur door de directeur-generaal van de vorming in aanmerking werd genomen, kunnen aan de vormingsperiode deelnemen. Deze bepaalt de nadere regels voor de indiening van het kandidaatsdossier. De kandidaten wier deelneming aan de vormingsperiode werd geweigerd, kunnen, binnen de acht dagen na de kennisgeving van de beslissing, beroep indienen bij de interdepartementale stagecommissie. Deze zal binnen vijftien dagen uitspraak doen.

De interdepartementale stagecommissie aanvaardt de kandidaten inzonderheid op grond van de beoordeling die door de directeur-generaal van de vorming over de kandidaten werd verstrekt. Haar beslissing is met renenen omkleed.

§ 3. Bovendien de bevoegdheden die hem door dit statuut uitdrukkelijk worden toegekend, heeft de vormingsdirecteur als opdracht :

- 1^o de onthaal- en vormingsprogramma's uit te voeren;
- 2^o de stagiairs te begeleiden en op hen toezicht te houden.

Hij mag met geen enkele andere opdracht worden belast, behalve inzake personeel en beheer.

§ 4. Tijdens de duur van zijn opdracht heeft de vormingsdirecteur die tot rang 12 of 11 behoort, de rang van adviseur. Hij verkrijgt ook de wedde van adviseur als hij nog niet ten minste een gelijke wedde geniet.

§ 5. Op het verzoek van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort en met het akkoord van de betrokken minister, kunnen de vormingsdirecteurs tijdelijk ter beschikking van de directeur-generaal van de vorming worden gesteld om deel te nemen aan bijkomende vervolmakende vormingsactiviteiten. »

Art. 15. Een artikel 48sexies, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 48sexies. In de ministeries die een centrale vormingsdienst hebben georganiseerd oefenen de chef van de vormingsdienst en de ambtenaar die hem, in voorkomend geval, is toegevoegd de bevoegdheden uit die krachtens dit statuut worden toegekend aan de vormingsdirecteur; zij zijn onderworpen aan dezelfde regels als deze welke voor deze laatste gelden, behalve wat artikel 48quinquies, § 1, tweede lid, betreft. »

Art. 16. In artikel één, tweede lid, van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 18 november 1982 en 30 maart 1983, worden de woorden « 20 tot 30 » vervangen door de woorden « 20 tot 36 ».

Overgangs- en slotbepalingen

Art. 17. In de ministeries die een centrale vormingsdienst hebben georganiseerd, moeten de chef van de vormingsdienst en de ambtenaar die hem, in voorkomend geval, is toegevoegd, bedoeld in artikel 48sexies van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, het geschiktheidsbrevet bedoeld in artikel 48quinquies, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit behalen binnen de drie jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 18. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 18 november 1982 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. § 1. In afwachting van de aanwijzing van de vormingsdirecteur wordt hun ambt waargenomen door de ambtenaren die met het ambt van departementaal stagemester waren belast. Zij genieten gedurende de duur van hun opdracht de rang en de wedde van adviseur, tenzij zij reeds een hogere rang en een hogere wedde hebben.

§ 2. De secretaris-generaal of, indien er geen is, de door de minister gedelegeerde directeur-generaal kan ambtenaren van rang 13 ten minste ermee belasten de opdracht van vormingsdirecteur uit te oefenen.

§ 3. De opdracht van deze ambtenaren eindigt uiterlijk bij het verstrijken van de eerste maand die volgt op die tijdens welke personeelsleden van het ministerie het bij artikel 48quinquies, § 2, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel vereiste geschiktheidsbrevet hebben bekomen. »

Art. 19. De artikelen 3, B, 5, 7, B, 10 en 16 van dit besluit zijn niet van toepassing op de stagiairs die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, in aanmerking zijn gekomen voor de regeling inzake verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid bedoeld bij de artikelen 31 tot 36 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 18 qui produit ses effets le 1er février 1983.

Le Roi fixe les dates d'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté en ce qui concerne les organismes d'intérêt public soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

Art. 21. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 février 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur
et de la Fonction publique,

C.-F. NOTHOMB

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

L. WALTNIEL

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 85 — 450

25 JANVIER 1985. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 20 juin 1984, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, concernant la classification dans le sous-secteur : « Vêtements de dessus pour dames et fillettes » (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection;

Vu la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 20 juin 1984, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, concernant la classification dans le sous-secteur : « Vêtements de dessus pour dames et fillettes ».

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 18 dat uitwerking heeft met ingang van 1 februari 1983.

De Koning stelt de data vast waarop de bepalingen van dit besluit in werking treden ten aanzien van de instellingen van openbaar nut die onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 21. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 februari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken
en Openbaar Ambt,

C.-F. NOTHOMB

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

L. WALTNIEL

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 85 — 450

25 JANUARI 1985. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 1984, gesloten in het Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf, betreffende de classificatie in de subsector : « Bovenkleding voor dames en meisjes » (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 1984, gesloten in het Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf, betreffende de classificatie in de subsector : « Bovenkleding voor dames en meisjes ».

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 januari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.